Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Evo-Morales-s-attaque-a-la-nationalisation-des-mines-de-la-Bolivie>

Evo Morales s'attaque à la nationalisation des mines de la Bolivie.

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : mardi 31 octobre 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Agence France-Presse

La Paz. Le lundi 30 octobre 2006.

Après l'accord signé samedi avec les compagnies pétrolières, le président socialiste bolivien Evo Morales entend poursuivre sa politique de récupération des ressources naturelles en nationalisant le secteur minier, dominé par des entreprises nord-américaines et suisses.

Evo Morales a annoncé que le gouvernement dévoilerait mardi 31 octobre, jour anniversaire de la première nationalisation des mines boliviennes en 1952, les détails du processus de nationalisation des mines. Ce secteur avait été ensuite privatisé en 1985.

La nationalisation devrait se dérouler sans « expropriation » ni « confiscation » des investissements étrangers, comme lors de la nationalisation des hydrocarbures, a assuré le vice-président, Alvaro Garcia Linera.

Les entreprises étrangères seraient toutefois forcées de renégocier des contrats beaucoup moins intéressants, comme elles ont dû le faire dans le secteur gazier, ce qui suscite les « préoccupations » des groupes concernés, a commenté Ivo Blasicovic, porte-parole du groupe minier américain Newmont.

Par conséquent, l'un des enjeux les plus délicats de l'opération sera de revoir à la baisse les contrats tout en préservant les investissements, alors que seuls 10% des immenses réserves de minerais (principalement l'or, le zinc, l'argent, le cuivre, l'étain, le plomb et l'antimoine) ont été exploitées, selon les experts.

Plusieurs grands groupes miniers étrangers exploitent actuellement 70% du secteur, dont les américains Apex Silver et Pamerican Silver, qui contrôlent l'argent des grandes mines de San Bartolome et San Vicente dans la région de Potosi, dans l'ouest du pays.

Inti Raymi, une filiale de l'américain Newmont, détient deux mines d'or dans la région d'Oruro (sud). Le groupe minier suisse Glencore exploite la mine d'or de Sinchi Wayra (sud), et l'américain Coeur d'Alene la célèbre mine d'argent de Cerro Rico à Potosi, connue depuis le XVI^e siècle.

Le Comibol (Corporation minière de Bolivie), organisme public qui avait perdu ses pouvoirs lors de privatisation de 1985, devrait être fortement renforcé et chargé de gérer la négociation des nouveaux contrats avec les entreprises étrangères.

Le gouvernement va par ailleurs devoir régler l'épineux problème du partage du travail entre les mineurs du secteur public et ceux du privé. Cette rivalité avait provoqué début octobre un violent affrontement entre mineurs faisant 16 morts et 61 blessés dans la grande mine d'étain de Huanuni (administrée par l'État) au sud-est de La Paz.

Ainsi, la nationalisation a été critiquée par la puissante Fédération Nationale des coopératives minières (Fencomin), une organisation privée revendiquant au total 63.000 mineurs peu payés et qui refuse d'entrer dans le secteur public.

Le secteur minier emploie environ 80.000 mineurs, à temps complet ou à temps partiel, et 300.000 personnes vivent de cette activité.

Les exportations de métaux (principalement le zinc) de la Bolivie s'élevaient en 2003 à 408,77 millions de dollars, au

Evo Morales s'attaque à la nationalisation des mines de la Bolivie.

quatrième rang des exportations du pays, et l'investissement dans le secteur minier représentait la même année 566 millions de dollars, contre 999 millions en 2002.

Le secteur minier bolivien est dominé par une dizaine de grandes compagnies, mais fait vivre aussi 400 petites exploitations et des centaines de structures familiales travaillant de petites parcelles.

Peuplée de neuf millions d'habitants, la Bolivie, pays le plus pauvre d'Amérique du Sud, possède pour principale richesse le gaz, dont elle détient la deuxième réserve de la région après le Venezuela.